

G u i d e

pour les votations populaires des 8 et 9 juin 1985

concernant

l'arrêté fédéral du 14 décembre 1984 portant suppression de l'aide aux producteurs cultivant le blé pour leurs propres besoins.

Principe constitutionnel et législation sur les céréales

On entend par céréales d'approvisionnement direct les céréales que le producteur conserve dans son ménage ou dans son exploitation et utilise lui-même. Elles font partie d'une réserve qui n'implique de la part de la Confédération aucune dépense de prise en charge, de stockage et d'utilisation.

Sur la base de l'article 23 de la constitution fédérale, la Confédération fournit une aide à l'approvisionnement direct en céréales panifiables prenant en considération plus particulièrement les régions de montagne. Dans son message à l'Assemblée fédérale du 16 juin 1958, le Conseil fédéral, se référant à ce principe constitutionnel concernant l'approvisionnement du pays en céréales, a rappelé (et depuis répété) l'importance que l'obligation d'approvisionnement direct revêt sur le plan général. Ce message relève entre autres que toutes les céréales que le producteur conserve dans son exploitation font partie des réserves du pays pour lesquelles aucun frais de manutention et de stockage n'incombe à la Confédération. Ce stockage est en outre important en ce qui concerne le maintien de l'activité décentralisée des moulins à façon. Sans l'obligation d'approvisionnement direct, cette activité risquerait de disparaître "ce qui serait peu souhaitable car si certaines installations de meunerie importantes venaient à être détruites en temps de guerre, les nombreux petits moulins à façon constitueraient un précieux remplacement".

Ce n'est que dans le cadre de la dernière révision de l'ordonnance sur les céréales due à la politique financière en 1980 que l'administration fédérale a abandonné l'intention qu'elle avait initialement d'abolir d'une manière générale l'obligation d'approvisionnement direct. Avec d'autres organisations qui sont intervenues dans cette révision de loi pour le maintien de l'obligation d'approvisionnement, l'Association suisse des paysans relève dans sa déclaration du 15 septembre 1980 (résumé):

- Les prises de position de toutes les organisations cantonales de l'agriculture révèlent une grande compréhension pour l'approvisionnement direct...
- Lors de la séance de notre comité directeur du 20.8.1980, une forte majorité était en faveur du maintien de l'obligation d'approvisionnement...
- Il n'est pas concevable d'enlever sans autre des éléments à ce qui constitue notre structure de prévoyance nationale en faveur d'une économie en temps de crise ou de guerre, tel que cela serait le cas en abolissant l'obligation d'approvisionnement et faisant disparaître définitivement les moulins à façon...

Or dans une nouvelle tentative, l'Assemblée fédérale décide dans sa majorité, le 14 décembre 1984, d'approuver la suppression de la réduction du prix de la mouture pour les producteurs de céréales panifiables qui s'approvisionnent directement et l'abolition de l'obligation d'approvisionnement direct dans la constitution et la législation. Voici, en bref, quelques commentaires sur les arguments avancés par le Conseil fédéral notamment:

1. Cette subvention est-elle si "modeste"?

Tant au Conseil fédéral que dans la presse, on a relevé que le versement d'une "modeste" subvention était disproportionnée en regard de frais administratifs de Fr. 600'000.-. A plusieurs

points de vue, ce commentaire est faux et dépourvu d'objectivité:

- Cette subvention n'est nullement "modeste" pour les producteurs, bien qu'en plaine elle soit assez restreinte. C'est l'indemnisation d'une contribution individuelle à une cause commune: l'approvisionnement en céréales que l'on a produites soi-même.
- La caisse fédérale se porte mieux avec que sans cette subvention qui représente en fait une épargne pour la Confédération (voir chiffre 2 ci-après), car les céréales conservées par celui qui s'approvisionne directement ne comportent pas de charges supplémentaires pour la Confédération.
- L'administration des céréales devra dans tous les cas tenir compte des données statistiques relevées dans la meunerie à façon, même si la réduction du prix de la mouture était supprimée, car l'abolition de l'approvisionnement direct ne ferait pas disparaître les frais administratifs.
- Par la suppression de la réduction du prix de la mouture et de l'obligation d'approvisionnement direct, l'administration pense économiser en deux endroits. L'économie effective réalisée par l'administration pourrait être d'environ Fr. 150'000.- au maximum. Les frais supplémentaires sont sensiblement plus élevés (voir chiffre 2).

Cette "modeste" subvention fédérale constitue en fait pour la Confédération un système qui lui épargne les frais de prise en charge et de stockage, un système qui contribue au maintien d'un approvisionnement correct du pays et qui, par les installations de meunerie décentralisées, offre une capacité de meunerie appréciable pour des temps de crise. La subvention est une mesure d'économie!

2. Décharge de la caisse fédérale?

On a mentionné à maintes reprises, tant de la part de l'administration des céréales que de celle de notre association, qu'aucune épargne ne serait réalisée par l'abolition de l'obligation d'approvisionnement direct et de la suppression de la réduction du prix de la mouture. L'administration communique dans un rapport interne:

"On entend par céréales d'approvisionnement direct les céréales que le producteur garde dans son propre ménage ou dans son exploitation et les y utilise. Elles constituent une partie de la réserve pour laquelle aucun frais de prise en charge, de stockage et d'exploitation n'incombe à la Confédération..." (p.2)

"Avec la disparition de l'obligation d'approvisionnement direct, environ 15'000 tonnes de céréales supplémentaires seraient forcément livrées à la Confédération. La Confédération serait alors peut-être forcée d'utiliser ces livraisons supplémentaires en tant que fourrage. Le coût en serait d'environ Fr. 40.- pour 100 kg, alors que la réduction du prix de la mouture ne s'élève aujourd'hui qu'à Fr. 10.- pour 100 kg. L'abolition de l'obligation d'approvisionnement direct ne saurait être une mesure d'épargne..." (p.4)

3. Une mesure d'épargne coûteuse!

a) Des frais supplémentaires pour la Confédération

Avec la suppression de la réduction du prix de la mouture et l'abolition de l'obligation d'approvisionnement direct, une plus grande quantité de céréales sera livrée à la Confédération étant donné que le producteur n'en conservera plus pour lui. Cela résultera dans des charges additionnelles d'environ 2,4 millions de francs par année (détails concernant les charges financières, voir annexe I).

(L'administration fédérale des céréales estime qu'elle doit par exemple absorber 560'000 tonnes de céréales indigènes de la récolte 1984. L'écoulement aux moulins de commerce oscille entre 340'000 et 350'000 tonnes. Lors de récoltes normales, l'administration fédérale des céréales prévoit des surplus d'environ 60'000 tonnes par année.)

b) Une charge supplémentaire pour le consommateur

On pourrait contester l'argumentation qui précède par la constatation que la Confédération réalise des recettes supplémentaires en droits de douane sur les céréales importées. Ces recettes en droits de douane seront toutefois plus qu'infirmées par les frais d'achat et de stockage du surplus de céréales indigènes (calculations voir annexe II).

Ces frais supplémentaires d'un montant d'environ Fr. 650'000.- tomberont à la charge du consommateur.

Et malgré cela, la Confédération paiera elle-même par année encore 2,4 millions de francs en plus (voir lettre a).

La suppression de la réduction du prix de la mouture entraînera, plutôt qu'une épargne pour la Confédération et les consommateurs, des charges supplémentaires considérables.

4. Délibérations au Parlement

a) Délibérations 1981

En 1981, on s'était conformé au maintien de l'obligation d'approvisionnement direct et avait introduit la réduction du prix de la mouture à la place des anciennes primes de mouture - et cela pour une bonne part en raison de la prise de position bien définie des cantons. Au Conseil des Etats, une proposition d'abolition de l'obligation d'approvisionnement direct était rejetée par 22 voix contre 8. A la commission du Conseil national, une décision semblable était prise par 11 voix contre 2. Ce sont essentiellement les grands distributeurs et les meuneries à caractère de coopérative qui ont intérêt à réserver pour leurs grandes exploitations les céréales destinées à la mouture qui seront vendues dans le commerce et à voir le système de meunerie décentralisée disparaître. 60% des céréales de l'approvisionnement direct - lors d'une récolte normale de 400'000 tonnes de céréales environ

20'000 tonnes ou 5% - sont moulues dans les moulins à façon qui, dans le cadre de leur organisation décentralisée et d'une capacité de meunerie beaucoup plus importante, représentent un potentiel d'approvisionnement non négligeable.

b) Délibérations 1984

Trois ans plus tard déjà, les mêmes Chambres fédérales et le même Conseil fédéral en arrivent à des conclusions totalement différentes, bien que la situation économique ne se soit pas modifiée entre-temps. L'administration met en garde dans son rapport interne (voir citation sous chiffre 2) contre une abolition de l'approvisionnement direct, mais elle est mise en minorité par la majorité du Parlement qui, en dépit de certaines oppositions dans les deux Chambres, décide l'abolition de l'obligation d'approvisionnement direct.

Comment peut-on changer de la sorte en trois ans?

De nombreuses associations ayant, dans le cadre des mesures d'économie, des intérêts autres et plus importants en jeu, la plupart des opinions qui sont différentes ne parviennent pas à se faire entendre. Le nouveau préposé au Département a son plan, celui d'abolir l'obligation d'approvisionnement direct, et il veut à tout prix le voir se réaliser.

Le peuple suisse a heureusement encore son mot à dire!

5. Conclusions

a) Cette modification de la constitution comporterait des dépenses supplémentaires annuelles d'environ 2 à 2,4 millions de francs. Les consommateurs devraient en outre supporter Fr. 650'000.- de charges supplémentaires.

b) Le pays perdrait une grande quantité de céréales panifiables stockées gratuitement, de manière décentralisée, ainsi que plusieurs centaines d'installations de meunerie qui, en temps de crise, pourraient constituer une grande capacité de mouture.

c) Le producteur de céréales perdrait le contact avec le produit, ce qui serait au détriment de la qualité des cultures.

d) Le peuple suisse avait délibérément demandé l'obligation d'approvisionnement direct des producteurs. Entre-temps, rien ne s'est modifié qui puisse en motiver l'abolition.

e) La réduction du prix de la mouture ne représente pas, au sens propre du terme, une subvention "modeste". Une subvention serait l'indemnisation d'une prestation volontaire. Or l'approvisionnement autonome est une obligation et trouve son fondement dans une règle constitutionnelle et non pas dans une disposition individuelle.

f) Il ne faut finalement pas sous-estimer la signification économique du système d'approvisionnement direct pour les régions de montagne où ce système contribue largement au maintien de la culture des céréales. Les réductions du prix de la mouture sont dans les zones de montagne I et II de quatre à sept fois supérieures à celles des exploitations agricoles de plaine. Elles tendent à préserver les terres arables en montagne, offrant ainsi la possibilité, en temps de crise, d'augmenter les cultures de céréales panifiables.

En tout et pour tout, un exercice d'économie bien coûteux - plus coûteux que le système existant!

Donc, les 8 et 9 juin 1985, à la votation sur l'abolition de l'obligation d'approvisionnement direct proposée par les autorités fédérales: N O N.

Association suisse des moulins à façon

Lyss, mai 1985.

Annexe I	Charges supplémentaires pour la Confédération
Annexe II	Charges supplémentaires pour les consommateurs
Annexe III	Article de la Bourse suisse
Annexe IV	Une nouvelle forme de contrainte

ANNEXE I

Charges supplémentaires pour la Confédération

Avec la suppression de la réduction du prix de la mouture et l'abolition de l'obligation d'approvisionnement direct, une plus grande quantité de céréales sera livrée à la Confédération, ce qui résultera en détail dans les charges supplémentaires suivantes:

aa) Les producteurs déclassaient eux-mêmes environ 35% de leur approvisionnement, en faisant traiter ces céréales en fourrages. Avec la suppression de la réduction du prix de la mouture et de l'abolition de l'obligation d'approvisionnement direct, les producteurs livreront ces céréales à la Confédération (ce qui est financièrement plus intéressant pour les producteurs!)

La Confédération devra dès lors procéder au déclassement elle-même, et le prendre à sa charge.

Prix producteur blé indigène II	Fr. 103.--
Frais de prise en charge, stockage et transport incombant à la Confédération	<u>Fr. 10.--</u>
Prix de revient pour la Confédération	Fr. 113.--
./. prix céréales de fourrage	
1) GGF	<u>Fr. 70.--</u>
Perte déclassement pour 100 kg	Fr. 43.--

Le volume total d'approvisionnement direct se monte à 200'000 q

35% de 200'000 q de céréales d'approvisionnement direct = 70'000 q x Fr. 43.--

Fr. 3'010'000.-

1) sans frais de déclassement GGF (dénaturation etc.) qui ne me sont pas connus.

ab) Au lieu de s'approvisionner eux-mêmes, la plupart des producteurs (estimation 2/3) achèteront la farine et le pain en vente dans le commerce. Cette tendance sera renforcée encore par le fait que de nombreux moulins à façon cesseront leur activité.

Etant donné que cette farine et ce pain contiendraient 20% de céréales étrangères, la Confédération devrait déclasser encore plus de céréales. Cette situation entraînerait les frais suivants:

report

Fr. 3'010'000.-

ANNEXE I (suite)

report		Fr. 3'010'000.-
Volume d'approvisionnement direct	200'000 q	
./..céréales d'approvisionnement direct destinées à des fourrages (point aa)	<u>70'000 q</u>	
Volume d'approvisionnement direct traité en farine de boulangerie	130'000 q	
Dont au moins 2/3 nouvellement livrés à la Confédération	87'000 q	
Les 20% en seront, selon la réglementation sur les céréales, remplacés par des céréales étrangères 17'400 q à Fr. 43.--		Fr. 748'200.-
ac) Par ce déclassement additionnel, 17'400 q de céréales en moins seront importées, pour lesquelles la Confédération perdra les recettes en droits de douane. Coût: 17'400 q x Fr. 32.-		Fr. 556'800.-
A la charge de la Confédération, par suite de la suppression de la réduction du prix de la mouture et de l'abolition de l'obligation d'approvisionnement direct		Fr. 4'315'000.- =====
<u>Charges supplémentaires pour la Confédération</u>		
Suppression de la réduction du prix de la mouture		- Fr. 1'914'800.-
Charges incombant à la Confédération en raison du déclassement additionnel de céréales		+ Fr. 4'315'000.-
Charges supplémentaires		Fr. 2'400'200.- =====

ANNEXE II

Frais supplémentaires à la charge des consommateurs

On pourrait contester l'argumentation qui précède par la constatation que la Confédération réalise des recettes supplémentaires en droits de douane sur les céréales importées.

Ces recettes en droits de douane seront cependant plus qu'infirmées, comme le montre la calculation suivante, par les frais supplémentaires résultant de l'achat et du stockage du surplus de céréales indigènes.

Recettes en droits de douane supplémentaires destinées à la réduction du prix du pain 20% de céréales étrangères
130'000 q = q à Fr. 25.-

Fr. 650'000.-

Frais d'achat, de stockage et de transport
130'000 q à Fr. 10.-

Fr. 1'300'000.-

Frais supplémentaires à la charge des consommateurs

Fr. 650'000.-
=====

Ces frais n'incomberont pas à la caisse de l'Etat:
c'est le consommateur qui les supportera.

Sparübung des Bundes zum Nachteil der Kundenmüllerei

Soll das Volk wegen 2,4 Mio. Fr. an die Urnen?

Die Sparpolitik des Bundes treibt sonderbare Blüten. So wird in dem vom Bundesrat vor kurzem verabschiedeten Sparmassnahmenpaket 1984 (Anschlussprogramm zur linearen Beitragskürzung) wieder auf die Abschaffung der Mahllohnreduktion für Selbstversorgergetreide in Höhe von 2,4 Mio. Fr. zurückgegriffen, von der man hätte annehmen dürfen, dass sie seit der ersten darüber entfachten Auseinandersetzung in der Wintersession 1982 der eidgenössischen Räte besserer Einsicht zugänglich geworden wäre. Die ganze Angelegenheit ist nämlich nicht nur der geringen Höhe des Betrages wegen von fragwürdigem Spareffekt, sondern sie stellt auch eine Zumutung an den Stimmbürger dar, der letztlich sich dazu zu äussern hätte, weil die Unterstützung der Selbstversorgung einen verfassungsmässigen Auftrag an den Bund darstellt und der Abbau der Selbstversorgervergünstigung in Form der Mahllohnreduktion eine Änderung der Bundesverfassung (Art. 23^{Bis} Abs. 2) erfordern würde. Und dieser Urnengang würde Volk und Ständen zugemutet, obschon sie erst am 30. November 1980, also vor nur etwas mehr als drei Jahren, zu einer Änderung des gleichen Verfassungsartikels aufgerufen waren, als es um die Ermöglichung des Abbaues der Brotsubvention ging. Die «Schweizerische Handels-Zeitung» schrieb am 5. Mai 1983, als erstmals die Sparübung mit den Aufwendungen für die Mahllohnreduktion zur Diskussion stand: «Über eine lächerlichere Verfassungsänderung musste das Volk seit Menschengedenken nicht mehr abstimmen.» Man schiesse mit Kanonen auf Spatzen, hiess es dort, und nach wie vor sind wir der Meinung, dass ein solcher Abstimmungsleerlauf nur als Sparzwängerei mit verfehltm Zielobjekt bezeichnet werden kann.

Mühlenpolitischer Ernstfall

Nach der Volksabstimmung vom 30. November 1980 über eine Änderung des Getreideartikels der Bundesverfassung und der anschliessenden Gesetzesrevision durfte man davon ausgehen, dass die Brotgetreideordnung nun wieder auf Dauer ein solides Fundament erhalten habe, an dem nicht schon nach kurzer Zeit wieder gerüttelt würde. Man konnte auch guten Glaubens sein, dass die Lastenverteilung zwischen Bund und Brotkonsumenten durch die Zustimmung des Volkes zu einem massiven, in der Abstimmungskampagne deutlich konkretisierten Abbau der Brotsubvention eine Generalvereinbarung erfahren habe. Wenn nun trotzdem auf Umwegen der Bund weitere Aufwendungen im Bereich der Brotgetreideordnung abschütteln will, wirft dies die Frage der Glaubwürdigkeit der Bundespolitik auf, eine Frage, der Zweifel auf dem Fuss folgen, ob nicht auch in anderen Bereichen der verfassungsmässig und gesetzlich abgestützten Getreideordnung ein ähnlicher Gesinnungswandel möglich wäre. Der Angriff auf die Grundlagen der Kundenmüllerei muss daher als mühlenpolitischer Ernstfall angesehen werden, der nicht einfach als finanzpolitische Bagatelle abgetan werden kann.

Unbestreitbar entspricht die Förderung der Selbstversorgung der Produzenten von Brotgetreide durch den Bund dem erst vor wenigen Jahren wieder ausdrücklich manifestierten Willen des Volkes. Als Gegenstück dazu besteht für Produzenten, die dem Bund Inlandsetreide abliefern wollen, die im Getreidegesetz von 1981 erneut bestätigte Selbstversorgungspflicht. Seit dem 1. Juli 1982 beträgt die Pflichtmenge 100 kg je im eigenen Betrieb versorgte Person, welches Getreide in einer von der Getreideverwaltung anerkannten Kundenmühle vermahlen werden muss, gegen Vergütung einer Mahllohnreduktion (früher Mahlprämie). Die Mahllohnreduktion wird vom Bundesrat so bemessen, dass dem Selbstversorger das aus eigenem Mehl hergestellte Brot nicht teurer zu stehen kommt als beim Kauf in der Bäckerei. Die von der Kundenmühle gewährte Mahllohnreduktion wird dieser von der Eidgenössischen Getreideverwaltung zurückerstattet, was pro Jahr noch die in Rede stehenden 2,4 Mio. Fr. ausmacht. Wie aus dieser Regelung hervorgeht, stehen Selbstversorgungspflicht und Mahllohnre-

duktion in einem engen Zusammenhang, der anlässlich der Revision des Getreidegesetzes im Jahr 1981 vom Parlament ausdrücklich anerkannt worden ist. Wenn zwar in den vergangenen Jahrzehnten die Selbstversorgung mit Brotgetreide an Bedeutung verloren hat, trägt die Aufrechterhaltung dieses Prinzips doch unzweifelhaft zur Erhaltung der Kundenmüllerei bei, was angesichts deren dezentraler Verteilung auch aus kriegswirtschaftlichen Gründen wünschenswert ist. Vor allem aus diesen Überlegungen hatte sich der Bundesrat in der Botschaft zur Revision des Getreidegesetzes vom 14. Januar 1981 für die Beibehaltung der Selbstversorgungspflicht ausgesprochen.

Seit einiger Zeit neigt man nun im Bundeshaus der Auffassung zu, dass es zur Aufrechterhaltung der Selbstversorgungspflicht keiner Reduktion des Mahllohnes bedürfe und deswegen die Existenzgrundlage der Kundenmühlen «grundsätzlich nicht gefährdet» sei. In den Augen des Finanzdepartements hat die Mahllohnreduktion den Charakter einer Kleinsubvention, die je Bauernfamilie im Durchschnitt kaum 50 Fr. ausmache. Die Produzenten seien deshalb in der Lage, die Mahlkosten voll zu übernehmen; dies um so eher, «als ihnen im allgemeinen recht gute Getreidepreise gewährt werden». Mit der Streichung der Mahllohnreduktion könnte zudem eine gewisse Strukturereinigung bei den Kleinsubventionen vollzogen werden, hiess es im Zusammenhang mit den Sparmassnahmen im April 1983.

Solches Gedankengut vermag nichts daran zu ändern, dass durch die Aufhebung der Mahllohnreduktion bei gleichzeitiger Beibehaltung der Selbstversorgungspflicht der Grundsatz der rechtsgleichen Behandlung bezüglich Brotpreis nicht mehr gesichert wäre. Den Getreideproduzenten käme das Brot aus eigenem Getreide teurer zu stehen als den übrigen Konsumenten. Damit wäre aber ein Sachverhalt geschaffen, der an die Zumutbarkeit der Selbstversorgungspflicht rührt und letztlich dazu beitragen könnte, dass so viel Brotgetreide wie überhaupt möglich dem Bund abgeliefert würde, dem es dann überlassen wäre, in Jahren mit ohnehin schon grosser Brotgetreideernte allenfalls zusätzliche Mengen mit einem Mehraufwand als Futtergetreide zu verwerten. Die Rechnung für den Bund sähe so unzweifelhaft wenig vorteilhaft aus.

Eine andere Lösung

Anstelle einer fragwürdigen, mit grossem Aufwand verbundenen staatsbürgerlichen Mobilisation zur Abstimmung über eine neue Revision des Getreideartikels der Bundesverfassung liesse sich eine andere Lösung zur Entlastung der allgemeinen Bundesrechnung denken. Man käme zum angestrebten Ziel, wenn der für die Mahllohnreduktion benötigte Betrag von jährlich 2,4 Mio. Fr. der Zollrückstellung «Verbilligung von Brotgetreide» belastet würde, die bekanntlich ausschliesslich zur Herabsetzung der Verkaufspreise für das Inlandgetreide dient und aus den Ertragnissen geäuft wird, welche dem über 3 Fr. hinausgehenden Anteil des Brotgetreidezolles von insgesamt 28 Fr. je 100 kg entstammen. Dazu wäre lediglich eine Ergänzung von Art. 21 Abs. 4^c des Getreidegesetzes notwendig, wo die Verwendung der Zollertragsrückstellung geregelt ist. Bedenkt man, dass bei Aufhebung des Mahlkostenzuschusses für Selbstversorgergetreide den Produzenten allenfalls auf dem Weg über die Höhe der Ablieferungspreise für Brotgetreide an den Bund ein Entgegenkommen bewiesen werden müsste, das sich auch in den Verkaufspreisen an die Handelsmühlen niederschlagen würde, so ist eine globale Abgeltung auf Rechnung der Zollrückstellung vorzuziehen.

Neuaufgabe einer Zwängerei

Die ganze Frage der *Aufhebung der Mahllohnreduktion* für Selbstversorgergetreide war — wie erwähnt — schon bei der parlamentarischen *Beratung des Bundesbudgets pro 1983* in der Wintersession 1982 der eidgenössischen Räte aufgeworfen worden, und zwar durch die Finanzkommission des Nationalrates. Deren Antrag auf *Sperrung des Kreditbetrages von 2,4 Mio. Fr.* für die Finanzierung der Mahllohnreduktion war vom Plenum anfänglich gutgeheissen, im Differenzbereinigungsverfahren jedoch in Zustimmung zum Ständerat, der sich dem Antrag des Bundesrates für die 2,4 Mio. Fr. angeschlossen hatte, wieder rückgängig gemacht worden. Es blieb freilich im Zusammenhang damit beim grundsätzlichen *Auftrag an den Bundesrat* zu prüfen, ob eine die Streichung der Mahllohnvergünstigung für Selbstversorgergetreide ermöglichende *Revision des Getreidegesetzes* angezeigt wäre.

Schon bei der Orientierung über dieses Sessionsgeschäft der Bundesversammlung schrieben wir, dass hier der parlamentarische *Sparwille auf Abwege* geraten sei und dass der Streichungsantrag der Finanzkommission des Nationalrates einen *Affront gegen die Kundenmüllerei und die Mühlenordnung als Ganzes*, wie sie bisher wiederholt anerkannt und bestätigt worden ist, bedeute (vgl. Nr. 49 der «Schweizer Handelsbörse» vom 17. Dezember 1982). In der Tat stipuliert Art. 23^{bis} BV einen *klaren Verfassungsauftrag* zur Unterstützung der Selbstversorgung, im besonderen aber zur *Erhaltung des einheimischen Müllereigewerbes*, worunter auch die Kundenmüllerei als *Zweig dieses Gewerbes* fällt. Die Erhaltung der Kundenmüllerei lässt sich aber nur durch die im Getreidegesetz verankerte *Selbstversorgungspflicht* für Brotgetreideproduzenten gewährleisten. Die Verpflichtung des Bundes gemäss Art. 23^{bis} BV, für die Erhaltung des einheimischen Müllereigewerbes zu sorgen, sei immer so verstanden worden, erklärte *Bundesrat Willi Ritschard*, Vorsteher des Finanzdepartements, am 30. November 1982 im Nationalrat, dass «ein möglichst dezentralisiertes Müllereigewerbe» zu erhalten sei, also auch die 325 Kundenmühlen. Ausserdem weisen noch 135 *Handelsmühlen Kundenvermahlungen* auf.

Nun soll zwar nach der im Sparprogramm 1983 vorgesehenen Aenderung der Getreideordnung die *Selbstversorgungspflicht nicht unbedingt aufgehoben* werden; man will eigentlich mehr nur die finanzielle Beteiligung des Bundes an der Vermahlung von Selbstversorgergetreide abschaffen, wobei man aber offenbar nicht davor zurückschrecken würde, nach nicht einmal drei Jahren seit der Volksabstimmung vom 30. November 1980 über eine Aenderung des *Getreideartikels 23^{bis} der Bundesverfassung* und nach weniger als einem Jahr Geltungsdauer der neuen getreidegesetzlichen Aenderung der Mahlprämienregelung für das Selbstversorgergetreide bereits wieder die *ganze Stufenleiter einer neuen Revision der Getreideordnung* in Angriff zu nehmen, um 2,4 Mio. Fr. Ersparnisse zu erzielen. Ersparnisse aber, die im *Widerspruch zum Prinzip der Rechtsgleichheit* stehen würden, weil der Grundsatz der rechtsgleichen Behandlung verlangt, dass dem Selbstversorger der gleiche Brotpreis ermöglicht wird wie den übrigen Konsumenten, dass dem zur Selbstversorgung verpflichteten Brotgetreideproduzenten nicht ein teureres Brot zugemutet werden kann als dem Verbraucher, der sich sein Brot im Bäckerladen beschafft, wo Mehl zu einem tieferen Mischpreis (Inland- und Importgetreide) verarbeitet werden kann. Nach Auffassung aller interessierten Kreise gehören *Selbstversorgungspflicht und Mahllohnreduktion zusammen*. Und diesem Grundsatz hat das eidgenössische Parlament erst im Jahr 1981 nach gründlicher Abklärung aller Aspekte bei der Beratung der revidierten Getreideordnung zugestimmt. Jetzt schon wieder die ganze Arbeit von vorne beginnen zu wollen, mutet als *Neuaufgabe einer Zwängerei* an, die den eidgenössischen Räten bei der Budgetberatung 1983 als *genug Leerlauf* verurteilt hat.

Résolution

Le Parlement, dans sa majorité, invite le peuple suisse à abolir, lors des votations des 8 et 9 juin 1985, le principe constitutionnel selon lequel les agriculteurs ont l'obligation de s'approvisionner directement en céréales panifiables.

L'assemblée des délégués de l'Association suisse des moulins à façon reconnaît que les principes de notre constitution fédérale peuvent en tout temps, dans un cadre démocratique, être sujets à discussion. Nous constatons cependant avec étonnement et déception que le motif invoqué pour l'abolition de cette obligation d'approvisionnement direct n'est autre que de réaliser une économie. Qui n'en sera pas une, bien au contraire!

En fait, l'abolition de l'obligation pour les producteurs de céréales de s'approvisionner directement entraînera une charge supplémentaire d'environ 2 millions de francs par année pour les finances fédérales.

En fait, les raisons de cette obligation d'approvisionnement direct sont aujourd'hui encore les mêmes qu'au moment où son principe fut intégré dans la constitution. C'est toujours encore dans l'intérêt du pays de maintenir des installations meunières décentralisées et un grand volume de céréales entreposées gratuitement en tout temps disponibles.

En fait, le Parlement considérait que ce principe était correct, en 1981 encore.

En fait, qualifier de "modeste" la subvention qui serait supprimée équivaut à jeter de la poudre aux yeux des citoyens suisses.

Nous espérons que le peuple confirmera son désir d'économie et recommandons à toutes les citoyennes et à tous les citoyens de rejeter, les 8 et 9 juin 1985, la décision des Chambres fédérales pour une abolition de l'obligation d'approvisionnement direct en céréales panifiables.

Wangen a/A, le 2 mai 1985.

NZ 8023 Zürich

Schweizer

Nr. 20, Freitag 17. Mai 1985
66. Jahrgang

Handels-Börse

Redaktion, Verlag (Inserate, Abonnemente)

SCHWEIZERISCHE HANDELSBÖRSE
8023 Zürich, Bahnhofquai 7

Fachblatt für Getreide, Futtermittel, Landesprodukte, Agrarhandel

Offizielles Organ der Produktenbörsen in Zürich, Bern, Luzern und St. Gallen
des Verbandes Schweizerischer Düngehändler und des Verbandes Schweizerischer Heuhandelsfirmen

Fachblatt der Mühlenwirtschaft und Mischfutterfabrikation

Offizielles Organ des Verbandes Schweizerischer Müller und der Vereinigung Schweizerischer Futtermittelfabrikanten

Erscheint jeden Freitag

Bezugsbedingungen und Anzeigentari
durch die Schweizerische Handelsbörsen
8023 Zürich

Druck: Buchdruckerei
der Neuen Zürcher Zeitung, Zürich

Kundenmüller gegen Existenzbedrohung

Zur Abstimmung über eine Änderung
der Bundesverfassung

In einer Resolution wendet sich der *Verband Schweizerischer Kundenmüller* gegen die dem Schweizer Volk zur Abstimmung unterbreitete Aufhebung der Bundesbeiträge an die *Selbstversorgung mit Brotgetreide* durch Streichung der bisherigen Mahllohnreduktion, wofür als Begründung die Einsparung von Kosten angegeben wird. In Wirklichkeit trifft jedoch das *Gegenteil* zu.

Tatsache ist, heisst es in der erwähnten Resolution, dass die Bundeskasse durch die Aufhebung der Selbstversorgungspflicht der Produzenten mit Brotgetreide mit *jährlich etwa 2 Mio. Fr. mehr* belastet würde als heute. Tatsache sei auch, dass die Gründe für die Selbstversorgungspflicht heute noch die gleichen seien wie seinerzeit, als diese Pflicht in der Verfassung verankert wurde. Nach wie vor liege es im *Landesinteresse*, dezentrale Mahleinrichtungen und eine grosse Menge unentgeltlich gelagerten Getreides jederzeit bereitzuhalten. Diese Grundsätze seien noch 1981 im eidgenössischen Parlament als korrekt angesehen worden.

Mit dem Hinweis, es gehe um die Abschaffung einer «Bagatellsubvention», werde den Schweizer Bürgern *Sand in die Augen gestreut*. Der Verband der Kundenmühlen empfiehlt deshalb allen Stimmbürgern und Stimmbürgerinnen, den Bundesbeschluss über die Aufhebung der Unterstützung für die Selbstversorgung mit Brotgetreide *abzulehnen*.

